



## DESTINATAIRE DES DOCUMENTS :

Régie de l'énergie du Canada  
517, Dixième Avenue S.-O., bureau 210  
Calgary (Alberta) Canada T2R 0A8  
Par courriel à [fran.todd@cer-rec.gc.ca](mailto:fran.todd@cer-rec.gc.ca)

## DEMANDE D'INFORMATION

Commentaires

## Documents destinés à la Régie de l'énergie du Canada

Sauf indication contraire, le document cité en référence est par les présentes révisé.

Titre		
Programme de surveillance autochtone		
N° de la demande	N° de la modification	Date
84084-21-0147	01	2021-11-22
Date de clôture		Fuseau horaire
À	14 h	Heure des Rocheuses
Le	2021-11-30	
FOB		
Usine : <input type="checkbox"/> Destination : <input checked="" type="checkbox"/> Autre : <input type="checkbox"/>		
Pour obtenir des précisions :		
Frances Todd		
Indicatif régional et n° de téléphone		N° de télécopieur / Adresse électronique
		<a href="mailto:fran.todd@cer-rec.gc.ca">fran.todd@cer-rec.gc.ca</a>
Destination des biens, services et travaux :		
Voir aux présentes		

Instructions Voir aux présentes

Livraison exigée	Livraison proposée
Voir aux présentes	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
N° de téléphone	
Courrier électronique	
Nom et titre de la personne autorisée à signer pour le compte du fournisseur/de l'entrepreneur (à la machine ou en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



## **21-0147 Demande d'information sur le programme de surveillance autochtone de la Régie pour la phase II du projet NGTL**

### **Première séance d'information**

**1<sup>er</sup> novembre 2021 – 13 h 30 à 15 h**

#### **Questions et réponses :**

- 1) Le processus est tout nouveau pour moi. Quelles sont les premières étapes? Que recommandez-vous? Comment établissez-vous des liens avec les entreprises? Quels critères recherchez-vous pour les projets? Communiquerez-vous les critères que vous recherchez?**

Réponse : L'un des principaux critères de participation est que vous devez être touché par le projet. Pour participer à titre de surveillant autochtone, vous devez être lié à un employeur ou à une communauté autochtone. C'est le projet de NGTL en 2023 qui aura la plus grande incidence sur votre situation. Vous devez travailler avec une entreprise ou une organisation communautaire qui peut représenter les membres de votre collectivité.

- 2) Est-ce que les équipes doivent se déplacer ou elles surveillent seulement leur région?**

Réponse : La surveillance peut avoir lieu dans les zones indiquées sur la carte pour tous les projets qui ont été approuvés. Cependant, nous essayons de travailler avec des surveillants qui représentent la région la plus proche des projets réels.

- 3) Les équipes pourraient donc devoir se déplacer?**

Réponse : Oui, le travail de surveillance nécessiterait certains déplacements.

- 4) Combien de surveillants sont demandés?**

Réponse : La plupart des entreprises trouvent qu'il est efficace d'employer deux ou trois surveillants, mais cela dépend des surveillants, car certains ont d'autres tâches. Le nombre de surveillants varie en fonction des collectivités.

- 5) Le travail est-il à temps partiel?**

Réponse : C'est un travail à temps partiel.

- 6) Quel est l'échéancier pour le programme? Porte-t-il sur la construction et l'exploitation?**

Réponse : Oui, la participation des surveillants autochtones comprend l'exploitation du pipeline. Cependant, la surveillance pendant la phase d'exploitation est beaucoup plus périodique que pendant la construction. La fréquence des inspections sur le terrain n'est pas la même.

- 7) Quel est le salaire des surveillants autochtones?**

Réponse : La Régie fournit des lignes directrices sur le paiement des surveillants autochtones. Cependant, chaque employeur ou fournisseur contractuel est différent et peut payer ses surveillants différemment. C'est au fournisseur et à la communauté représentée qu'il revient de décider de la rémunération des surveillants.



**8) Les membres de la bande peuvent-ils mettre à contribution leurs gestionnaires et leurs conseillers ou d'autres membres qui pourraient avoir de l'expérience en surveillance?**

Réponse : Oui. Il pourrait être approprié que les membres de certaines communautés qui occupent déjà certains postes jouent le rôle de surveillants autochtones, car il s'agit d'un travail à temps partiel.

Les personnes qui souhaitent travailler à temps partiel doivent aussi considérer la nécessité de veiller à ce que le travail n'entre pas en conflit avec les ententes qui ont déjà été signées pour d'autres travaux. Par exemple, vous devez vous assurer qu'il n'y a pas de conflit avec le travail que vous faites déjà au sein de la communauté autochtone.

**9) Comment devient-on inspecteur?**

Réponse : Les inspecteurs occupent un poste à la Régie. Ce sont des employés de la Régie. Les inspecteurs de la Régie collaborent avec les surveillants autochtones au sein de l'équipe d'inspection.

**10) Quelle formation les inspecteurs reçoivent-ils?**

Réponse : Les inspecteurs de la Régie ont des parcours et des spécialisations variés. Par exemple, certains peuvent être des spécialistes des poissons ou des oiseaux. La Régie offre un programme de formation menant au titre d'inspecteur. Ce titre est régi par la LRCE. Outre la formation en classe, le titre exige la participation à un certain nombre d'inspections avec un mentor et un examen.

**11) Y a-t-il une date limite pour la demande d'information?**

Réponse : Oui. Le 23 novembre 2021.

**12) Dans la demande d'information, à la question A-5 de l'annexe A, voulez-vous connaître le nombre d'années d'expérience des surveillants ou suffit-il de cocher la case correspondante?**

Réponse : Il n'est pas nécessaire d'indiquer le nombre d'années; il suffit de cocher la case correspondante de la demande d'information. La réponse peut être différente pour chaque surveillant. Il y a de l'espace à la fin de la demande d'information pour ajouter de l'information. La section 1.1 de la demande d'information donne un aperçu des exigences relatives aux surveillants et à leur expérience.

**13) Dans la demande d'information, à la question A-1 de l'annexe A, s'agit-il d'un endroit pour NGTL en 2023?**

Réponse : Sous « Autre », veuillez écrire « Westpath 2023 ».

**14) La section 1.1 b) sur les qualifications, qui demande au répondant d'assurer que les surveillants autochtones ont reçu la formation et les attestations requises, peut porter à confusion. Il s'agit d'une formation sur la sécurité, n'est-ce pas?**

Réponse : Oui, il s'agit d'une formation sur la santé et la sécurité au travail et d'une formation de quelques jours donnée par la Régie. Il n'y a pas d'attestation pour la surveillance autochtone.

**15) Quel est l'échéancier pour la formation sur la santé et la sécurité au travail?**

Réponse : La formation sur la santé et sécurité au travail doit être suivie avant que le surveillant puisse participer aux inspections.



La formation requise pour les surveillants autochtones à la phase I a été incluse dans l'appel d'offres pour la phase I du programme de surveillance autochtone de NGTL. Vous trouverez ci-après la liste des formations.

#### **OBLIGATOIRE – FORMATION ET ATTESTATIONS**

- Secourisme général : Niveau C – RCR/DEA
- H2S Alive
- Formation sur la sécurité pour la construction de pipelines
- Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (« SGH ») (ou « SIMDUT »)
- Formation de sensibilisation au comportement des ours
- Permis de conduire
- Formation organisée par la Régie :
  - Modules de formation (sous réserve de modifications) :
  - Description de travail du surveillant autochtone
  - Déroulement des inspections de la Régie
  - Exigences des conditions du projet de NGTL en 2021
  - Plan de protection de l'environnement – projet de NGTL en 2021
  - Processus de gestion des problèmes
  - Prise de note et rapports
- Orientation sur la société pipelinière (en ligne)
- Orientation pour l'entrepreneur en construction (avant le début de la première inspection)

#### **16) Dale – Acceptez-vous toutes les sociétés qui ont de l'expérience dans le domaine de l'environnement?**

Réponse : – Les sociétés doivent être admissibles en vertu de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, auparavant connue sous le nom de Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Il doit s'agir d'une entreprise autochtone, qui appartient à 51 % à des Autochtones. Le présent appel d'offres est réservé aux entreprises autochtones.

#### **17) Quel est l'échéancier pour cette demande d'information?**

Réponse : La date limite pour la demande d'information est le 23 novembre 2021. La Régie a l'intention de publier l'appel d'offres à la mi-décembre. Une période de cinq à six semaines permettra de soumettre une proposition ou une réponse à l'appel d'offres, ce qui est apprécié pendant la période des fêtes. La date limite pour le dépôt des propositions sera donc à la fin de janvier.

#### **18) Y a-t-il un nombre minimum ou maximum de surveillants autochtones?**

Réponse : Non

#### **19) En l'absence de propositions, prolongerez-vous le processus?**

Réponse : Nous espérons que ce ne sera pas le cas, car nous aimerions avoir signé des ententes d'ici le printemps pour que la formation des surveillants autochtones puisse se tenir avant la saison de la construction. Il est donc important de respecter ce délai. Le processus sera prolongé au besoin. Si vous avez de la difficulté à respecter les échéances, communiquez avec Fran. Toutes les questions concernant la demande d'information et l'appel d'offres doivent être adressées à Fran à l'adresse [Fran.Todd@cer-rec.gc.ca](mailto:Fran.Todd@cer-rec.gc.ca).

#### **20) Les soumissionnaires recevront-ils de l'information si leur proposition est refusée?**



Réponse : Quiconque présente une proposition a le droit de rencontrer la Régie pour discuter de celle-ci et de son évaluation afin de mieux comprendre pourquoi elle n'est pas admissible.

## **Programme de surveillance autochtone de la Régie pour la phase II de NGTL – Deuxième séance d'information**

**Le 4 novembre 2021**

### **Questions et réponses**

**1) Comment les six communautés ont-elles été choisies pour la première phase du programme de surveillance?**

Réponse : La Régie a collaboré avec des groupes autochtones et des entreprises qui avaient déjà travaillé avec elle. Ces groupes comprenaient la Première Nation d'Alexander, la Première Nation de Montana, la Première Nation de Sucker Creek, la Nation crie d'Ermineskin, la Nation métisse de l'Alberta (représentée par plusieurs entreprises) et les *Métis* de Lac Ste-Anne. L'objectif de la phase I était de déployer des surveillants sur le terrain rapidement afin qu'ils puissent participer à toutes les inspections de sécurité et environnementales de la Régie liées au projet de NGTL en 2021.

**2) Ce programme de surveillance visera-t-il l'ensemble du réseau de NGTL ou seulement les projets faisant l'objet d'une audience? S'appliquera-t-il aux projets de NGTL qui ont été approuvés sans audience? De plus, la formation des surveillants est-elle assurée par la Régie?**

Réponse : Le programme de surveillance autochtone et l'aide financière s'appliqueront pour l'ensemble du réseau de NGTL. La majeure partie des inspections ont lieu pendant la construction de nouveaux projets, car il s'agit d'une activité considérée comme à risque élevé, mais des inspections pourraient avoir lieu à n'importe quelle installation de NGTL et à n'importe quelle étape du cycle de vie.

**3) L'aide financière sera-t-elle accordée d'emblée aux fournisseurs pour soutenir les surveillants ou fera-t-elle l'objet d'un processus fondé sur la présentation de reçus?**

Réponse : La formation est assurée par la Régie. L'aide financière pour la formation est accordée aux termes de contrats signés dans le cadre du processus de demande de propositions. La plus grande partie de l'aide financière est accordée selon un processus fondé sur la présentation de reçus, p. ex., des éléments comme les frais de déplacement seront remboursés. En général, des frais fixes sont payés pour les programmes de formation requis tout au début.

**4) Si des sociétés ou des particuliers ont déjà participé à des programmes de surveillance pour d'autres projets ou ont travaillé dans le cadre de programmes de la société, cela serait-il considéré comme un conflit d'intérêts?**

Réponse : Dans le cadre du processus de demande de propositions, les fournisseurs conviennent de divulguer tout conflit d'intérêts potentiel. Les participants au programme de la Régie doivent divulguer tout travail effectué dans le cadre de tous les projets de NGTL, non pas de projets autres que ceux de NGTL, afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Le fait de travailler à la fois pour la Régie et pour NGTL pose un risque de partialité. Si elle est avisée de l'existence d'un conflit d'intérêts, la Régie pourrait être en mesure de gérer cette situation, notamment en n'affectant pas un surveillant qui travaille pour les deux parties à la même section.



- 5) Les activités administratives habituellement requises pour soutenir les surveillants autochtones sont-elles importantes? Est-ce la bande qui s'occupe de la facturation ou est-ce que le chèque est envoyé directement à la personne concernée?**

Réponse : Il y a une bonne quantité de travail administratif requis. Les coordinateurs administratifs soutiennent la logistique, par exemple, la réservation de voyages, la rédaction de rapports de surveillance, le suivi du kilométrage, la collecte des reçus, etc. REC et les entreprises sous-traitantes de la GI peuvent fournir des conseils sur les exigences des tâches.

**Troisième séance d'information sur le programme de surveillance autochtone de la phase II du projet de NGTL**  
**9 novembre 2021**

**Questions et réponses**

- 1) Nous enverra-t-on la présentation par courriel pour que nous puissions la consulter ultérieurement?**

Réponse :

Elle sera mise à la disposition de tous les participants à ces séances d'information (1, 2 et 3).

- 2) La Régie assume-t-elle les frais associés à la formation, ou sont-ils simplement compris dans le budget d'une demande de soumissions?**

Réponse :

Les frais de la formation sont assumés par la Régie. Les coûts liés à une formation obligatoire (cours sur la sécurité et formation fournie par un entrepreneur) doivent être présentés en même temps que la réponse à la demande de soumissions. Vous devrez établir le coût de la formation des employés. En plus des frais liés à la formation, la Régie offrira une indemnité de déplacement, s'il y a lieu.

- 3) Étant donné que la construction du projet d'agrandissement du parcours ouest de NGTL en 2023 ne commencera pas avant 2023, quel serait le meilleur moment pour présenter une demande?**

Réponse :

Présentez la réponse à la demande d'information maintenant. En agissant de la sorte, nous saurons que le programme vous intéresse au moment de préparer la demande de soumissions.

- 4) Quelle disponibilité exige ces contrats? S'agit-il d'un travail à temps partiel?**

Réponse :

Oui, il s'agit de postes à temps partiel. Ces postes conviennent particulièrement bien aux personnes ayant déjà un emploi à temps partiel.

- 5) En tant qu'organisme de réglementation, êtes-vous en rapport avec les entrepreneurs principaux? Si notre Nation collabore déjà avec TC Énergie, peut-on s'adresser directement à celle-ci? Quelle indépendance est nécessaire? En quoi consiste un conflit d'intérêts?**

Réponse :



Cette question est très courante. Nous nous attendons à ce que les communautés autochtones interagissent avec les sociétés pipelinières pendant tout le cycle de vie des projets pipeliniers, et nous les encourageons à le faire. De fait, dans bien des cas, les personnes qui collaborent avec des sociétés pipelinières sont les mieux placées au sein de leur collectivité pour joindre un programme de surveillance autochtone de la Régie.

Pour être rattachés aux programmes de surveillance autochtone de la Régie, on s'attend à ce que nos partenaires (entrepreneurs) du domaine dévoilent tous les conflits d'intérêts potentiels (p. ex., relations d'affaires entre l'entrepreneur et les sociétés pipelinières) et proposent des mesures d'atténuation. La Régie veut limiter les conflits d'intérêts et, pour cela, elle doit être au courant des conflits possibles.

**6) Y aura-t-il des pratiques et procédures recommandées par l'industrie qui seront rédigées au fil des projets et que les surveillants devront suivre et rafraîchir avant et après, comme l'identification des dangers, les préoccupations et les effets sur l'environnement et les habitats et l'empreinte carbone?**

Réponse : La Régie dispose déjà de processus bien établis pour répertorier les dangers et les préoccupations environnementales, et des processus plus récents à l'intention des surveillants autochtones seront mis à jour au fil des projets. À ces processus, nous voulons greffer davantage de pratiques traditionnelles exemplaires de nos partenaires dans la surveillance autochtone.

**7) Si des communautés sont touchées par plus d'un projet, peut-on cocher plus d'une case?**

Réponse : Il est tout à fait possible de cocher plus d'une case.

**8) Peut-on écrire à Fran Todd, par courriel, si on a des questions au sujet du formulaire?**

Réponse : Bien sûr! Elle sera à votre disposition pour répondre aux questions.

**9) Si on possède plus d'expérience que les choix indiqués sur le formulaire, faudrait-il l'indiquer?**

Réponse : Veuillez en faire mention dans la case Renseignements supplémentaires du formulaire.

**10) Il est intéressant de chercher une « entreprise » autochtone pour fournir des services de surveillance autochtone, au nom d'une Nation autochtone et de ses communautés. Les affaires sont des affaires, mais les connaissances autochtones n'entrent pas dans cette catégorie. Inviter une personne à transmettre des connaissances autochtones (traditionnelles ou culturelles) à un organisme de réglementation canadien, c'est beaucoup demander! Les surveillants autochtones sont-ils représentatifs de la Nation et des communautés? Sont-ils reconnus par la Nation ou la communauté? Je pense que ces connaissances sont beaucoup plus utiles et précieuses qu'une formation en premiers soins ou une autre reconnaissance professionnelle de l'industrie. La Régie reconnaît-elle les surveillants qui travaillent avec leur Nation?**





Réponse : La phase II du programme de surveillance autochtone pour le projet de NGTL est l'un des nombreux programmes de mobilisation qui permettent aux Nations de communiquer de l'information et éventuellement de participer à la surveillance. Parmi les autres programmes, on relève les efforts de mobilisation de la Régie, les consultations de la Couronne et les programmes de mobilisation des sociétés pipelinières.

Pour ces contrats, nous avons travaillé avec de nombreuses entreprises autochtones dans le cadre de plusieurs projets. À ce jour, toutes les entreprises autochtones qui œuvrent avec la Régie représentent leurs communautés dans une certaine mesure. Beaucoup d'entreprises appartiennent directement à une Nation ou à une communauté, tandis que d'autres ont des accords avec les communautés pour représenter leurs intérêts économiques, par exemple. Les exigences définitives de la demande de soumissions (qui suivra la présentation des demandes d'information) ne sont pas encore établies. Nous verrions très bien l'ajout de tels commentaires dans la case « Renseignements supplémentaires » de votre réponse à la demande d'information. La Régie se servira de ces réponses pour arrêter les exigences de la demande de soumissions.

**11) Pouvez-vous donner quelques exemples d'exigences en matière d'assurance?**

Réponse : Les principales exigences en matière d'assurance pour les contrats actuels sont les suivantes : indemnisation des accidentés du travail, assurance responsabilité civile et assurance de la responsabilité civile professionnelle (pour erreurs et omissions). Les exigences pour ces contrats de la phase II pourraient varier légèrement. Les signataires de contrats avec la Régie devront communiquer avec leurs assureurs et demander un certificat d'assurance répondant aux exigences qui seront clairement énoncées dans une annexe au contrat.

**12) Dans notre région, où les travaux de NGTL ne dépasseront pas 15 km, quelle quantité de travail d'inspection est réaliste?**

Réponse :

La quantité de travail accordée par contrat dépend de la façon dont les communautés manifestent leur intérêt. Nous en saurons davantage une fois que nous aurons reçu les réponses à la demande d'information.

**13) Le programme sera-t-il étendu à d'autres pipelines que celui de NGTL?**

Réponse :

Des discussions sont en cours à la Régie. Pour le moment, il n'y a que le processus visant la surveillance du projet de NGTL.

**14) Pouvez-vous nous rappeler les échéances pour ce processus?**

Réponse :

La date limite pour donner suite à la demande d'information est le 23 novembre.

L'examen des réponses à la demande d'information prendra une semaine, et nous prévoyons publier la demande de soumissions à la mi-décembre.

Les réponses à la demande de soumissions devront nous parvenir au plus tard à la fin de janvier 2022.

Les contrats seront accordés avant la fin de mars 2022.



